

Chapitre XII

J. BOUTRAIS (1972), G. PONTIE (1972) et Y. MARGUERAT (1975)

ANALYSE DE COURANTS MIGRATOIRES

La descente des montagnards en plaine – les mouvements migratoires d'une ethnie de plaine : les Guiziga – les migrations vers les villes.

Une approche de la mobilité géographique à partir des recensements a conduit à un classement plutôt classique des types de déplacements et des causes de départ. Mais cette démarche introduit peut-être un point de vue trop schématique, face à une réalité toute en nuances. Très souvent, un migrant effectue une série de déplacements de nature différente mais qui se tiennent les uns les autres. Le passage d'un type de déplacement à un autre est progressif et prouve qu'il est difficile de le ramener à une seule motivation. Les cas les plus fréquents présentent, au contraire, une combinaison de plusieurs raisons de départ. Le migrant peut les ressentir en même temps ou être sensible à l'une puis à l'autre.

La meilleure façon d'exposer la richesse de significations des migrations consiste peut-être à présenter quelques mouvements remarquables, dans leur ensemble, des lieux de départ à ceux d'arrivée. Dans cette optique, deux courants migratoires seront analysés : la descente des montagnards en plaine et les déplacements d'une ethnie de plaine : les Guiziga. Ces deux exemples seront complétés par une analyse numérique des migrations vers les villes de la région.

LA DESCENTE DES MONTAGNARDS EN PLAINE

C'est le mouvement migratoire dont il est fait le plus mention dans la région, sans qu'il soit pour autant bien connu. Adopté comme élément de programme politique bien avant l'indépendance, il s'est trouvé placé depuis lors sous les feux de l'actualité, faisant l'objet de débats et de déclarations, prenant place dans les rapports d'activités des services administratifs, agricoles et même de la gendarmerie.

Il existe plusieurs opérations de colonisation dirigée de la plaine pour accueillir et encadrer les montagnards descendus de leurs massifs. Mais ces opérations s'intègrent, en fait, dans un contexte plus large de descente spontanée des montagnards.

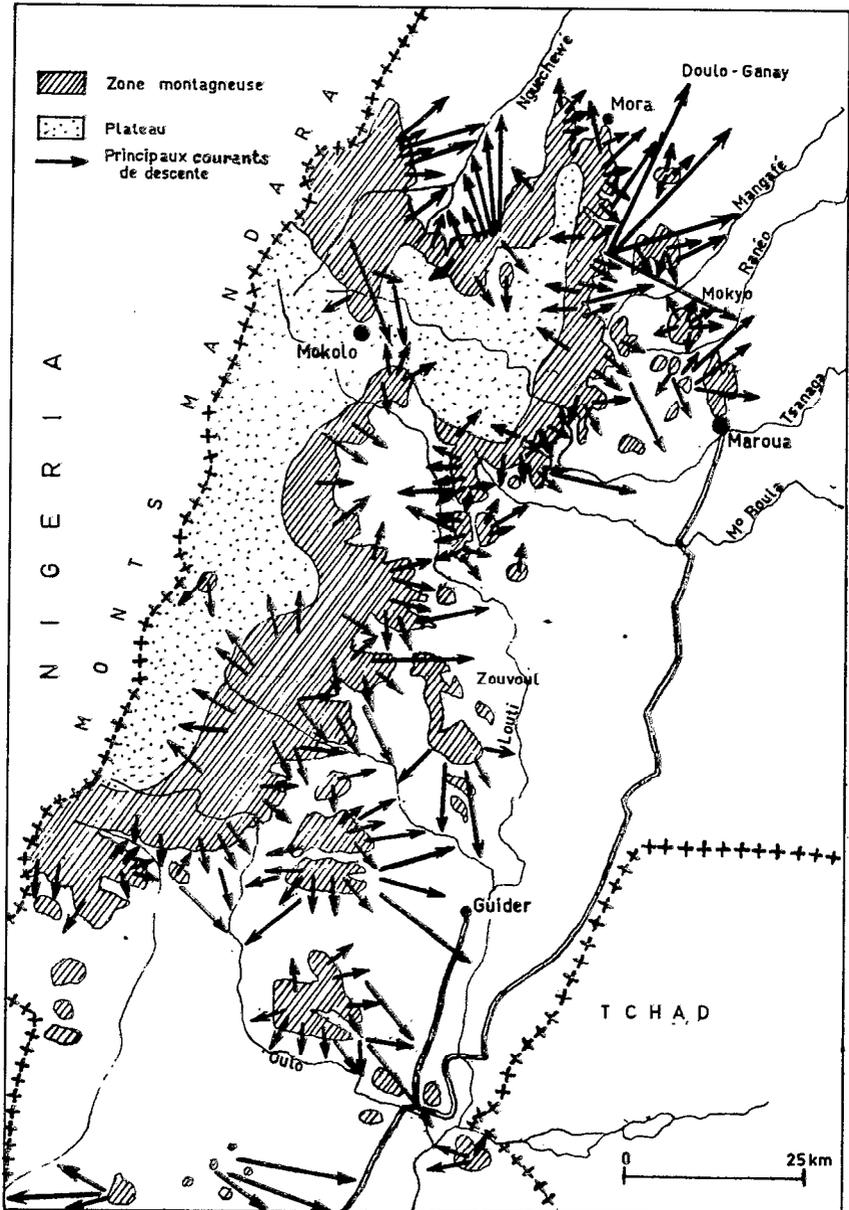


Fig. 46 Les principaux courants de descente des montagnards en plaine

*Colonisation spontanée et
colonisation dirigée de la plaine*

La descente des montagnards en plaine est, par son ampleur, l'une des transformations des plus spectaculaires qu'ait connues le Nord du Cameroun lors de ces dernières décennies et surtout depuis l'Indépendance. Quelques comptages donnent une idée de l'importance du phénomène. En ne tenant compte que des massifs de bordure qui alimentent les départs vers les plaines, de celle de Koza au nord à celle de Gawar, les dénombrements sont les suivants (BOU TRAIS, 1973) :

**Tableau 17 : La descente en plaine des montagnards
au nord des Monts Mandara**

Total des montagnards des massifs de bordure dominant :		Montagnards descendus en plaine :
- la plaine de Koza :	43 350	9 300
- la plaine de Mora :	60 500	45 350
- la plaine de Méri :	24 800	9 450
- les plaines Mofou :	20 900	17 900
	<hr/>	<hr/>
	149 550	82 000

Donc, sur 150 000 montagnards, plus de la moitié sont descendus en plaine en 1970, même si une petite partie d'entre eux (environ 10 000) est remontée par la suite sur les massifs. Un comptage comparable chez les Fali, au sud des Monts Mandara, montre une ampleur relative encore plus forte des descentes en plaine.

**Tableau 18 : La descente en plaine des Fali
au sud des Monts Mandara**

Total des anciens « montagnards » des massifs :		« Montagnards » descendus en plaine :
- Tinguélin :	6 000	5 500
- Kangou :	6 000	5 000
- Peské-Bori :	8 000	8 000
	<hr/>	<hr/>
	20 000	18 500

Ces chiffres ne comprennent pas d'autres noyaux fali dans le massif Bossoum, au nord de Dourbey ou dans les pitons de Ngoutchoumi, tous complètement abandonnés par leurs anciens habitants. Si la descente des montagnards n'aboutit pas encore à un semblable dépeuplement des massifs daba, njegn ou goudé, elle y est suffisamment avancée pour que le pourcentage d'habitants descendus égale ou dépasse ceux qui sont restés sur les hauteurs.

Qu'il s'agisse du nord ou du sud des Monts Mandara, la descente des montagnards apparaît donc comme un mouvement général. Pourtant, son importance se révèle très inégale. D'un côté, des massifs se vident complètement (Peské-Bori), certains laissent échapper la majeure partie des montagnards (Mofou), tandis que d'autres retiennent sur place l'essentiel de leurs effectifs humains (Koza et Méri). Elle ne se déroule pas non plus de manière uniforme. Alors que chez les Fali, elle s'amorce dès les années trente pour s'achever de nos

jours, elle ne se déclenche au nord que vers les années cinquante. Des massifs alimentent des courants réguliers vers la plaine (Koza); d'autres livrent brutalement des flots de migrants. A la suite d'une décision administrative, les massifs de l'arrondissement de Mora subissent une ponction d'environ 30 000 montagnards en une seule année. Enfin, des migrations en sens inverse, par remontées de montagnards sur leurs massifs, se localisent précisément dans les zones où la descente fut sans doute mal préparée parce que trop brutale.

Un croquis simplifié de la descente des montagnards indique qu'ils ne s'éloignent encore pas beaucoup de leurs massifs de départ bien moins que certaines cartes l'indiquent (fig. 46). L'amplitude des principaux courants migratoires ne dépasse pas vingt kilomètres. Le plus souvent, ils se limitent à de courts déplacements vers les plaines voisines des massifs de départ. Chaque massif de bordure tend à peupler de façon presque exclusive le piémont et la portion de plaine situés en contrebas, un peu à la manière d'une « coulée » de peuplement. Les cloisons humaines étanches entre les différents massifs gardent donc une partie de leur signification en plaine. C'est surtout le cas sur les piémonts. Avec l'éloignement en plaine, le peuplement par les montagnards devient plus hétérogène, plusieurs ethnies coexistant dans le même village. Il s'ensuit deux formes de peuplement de la plaine.

La plupart des montagnards qui quittent leurs massifs s'installent à proximité, sur le piémont. Dans un premier temps, cela leur permet de rester dans le même canton. Ils s'établissent souvent sur une parcelle qu'ils exploitaient déjà depuis la montagne. Partout, le nouvel habitat des montagnards se répartit sur la frange des massifs, au contact avec la plaine. Les champs de montagne continuent à être exploités après le départ mais cela devient de plus en plus difficile, à mesure que les années passent. D'un autre côté, la mise en culture intensive des maigres sols sableux des piémonts finit par les épuiser. Le déclin de l'agriculture montagnarde n'est pas toujours compensé par une extension suffisante des superficies cultivées en bas. Dès lors, le montagnard descendu sur le piémont se trouve placé devant une alternative : ou remonter sur le massif de départ, ou s'éloigner en plaine.

Chaque village musulman voisin des montagnes s'étoffe maintenant de quartiers d'anciens montagnards. Parfois, ceux-ci deviennent majoritaires et mettent en culture toutes les terres disponibles. Pour certains villages proches des massifs, la phase d'immigrations massives appartient déjà au passé. Ils jouent maintenant un rôle de relais pour une migration plus lointaine. D'autres villages de la plaine commencent alors à recevoir, à leur tour, des migrants originaires des montagnes. Peu nombreux, les nouveaux-venus s'installent le plus souvent aux abords des villages musulmans. Il est rare qu'ils créent d'eux-mêmes de nouveaux villages en pleine brousse, sauf dans quelques cas, par exemple le long du mayo Ranéo. La création de villages neufs ne semble possible que par le déplacement simultané de nombreux migrants, originaires du même massif.

Le plus souvent, les migrations lointaines en plaine se caractérisent plutôt par une diffusion de migrants d'origines diverses, de moins en moins nombreux avec l'éloignement. Même s'ils s'installent à proximité les uns des autres, il ne s'établit pas de solidarité entre eux.

Des exceptions contredisent pourtant cette description d'ensemble. La plus remarquable est sans doute celle des Mada. Constituant une petite ethnie dans les montagnes de l'arrondissement de Mora, les Mada colonisent activement les plaines voisines. Contrairement aux autres montagnards, ils ne craignent pas de s'isoler de plus en plus loin de leurs massifs et, gros travailleurs, ils représentent l'élément dynamique de la colonisation agricole dans tout le secteur. Ils manifestent une grande solidarité face aux populations en place et restent très attachés à leur identité ethnique.

Les calculs précédents de l'émigration montagnarde ne tiennent pas compte de la descente vers le plateau interne aux monts Mandara. Pourtant, d'autres terroirs montagnards s'étaient aussi sur ce plateau et des habitations nouvelles s'y construisent chaque année. C'est surtout le cas au sud : les Djimi de Bourha, les Bana de Guili et les Kapsiki abandonnent leurs éperons rocheux pour les surfaces planes du plateau, malgré des sols médiocres. Au nord de Mokolo, une descente comparable s'ajoute aux départs vers la plaine, sans pourtant les égaler par les effectifs déplacés : l'attrait du plateau se limite aux quartiers montagnards les plus proches.

C'est dans ce contexte de descente généralisée des montagnards, mais d'ampleur inégale et plus ou moins ancienne, que se situent les opérations de colonisation dirigée de la plaine. Plutôt que de provoquer de nouvelles descentes, ces initiatives ont visé le plus souvent à canaliser et à organiser les déplacements spontanés, à les faciliter aussi dans une certaine mesure. Elles se localisent sur toute la périphérie des Monts Mandara, concernant aussi bien des montagnards dont la descente n'était qu'amorcée (Mokyo) que d'autres où elle était pratiquement achevée (Guider).

Aux débuts (1958-62), il s'agissait de casiers de colonisation (Zouvoul, Mokyo) bénéficiant d'un encadrement agricole très dense et imposant aux montagnards des conditions d'installation et une discipline culturelle très strictes (attribution de lots d'exploitation identiques, dispersion obligatoire de l'habitat, rotations de culture uniformes et respect d'une jachère fixée d'autorité). Le contrôle de la colonisation des plaines ne dépassait pas le cadre de périmètres limités à quelques centaines d'hectares (Zouvoul) ou à quelques milliers (Mokyo). Ensuite, les superficies ont augmenté régulièrement, d'une opération à l'autre (Doulo-Ganay), pour aboutir à des programmes affectant l'ensemble d'un arrondissement (Guider) ou une zone d'étendue équivalente (opération Nord-Est Bénoué). En même temps, l'encadrement de la population suivie devient moins dense et l'intervention extérieure plus discrète. Elle se limite à des travaux d'équipement (pistes, puits, marchés, écoles) et à une assistance technique (distributions de semences, d'engrais) allant jusqu'à des actions de modernisation rurale (diffusion de la culture attelée).

Les conceptions de la colonisation dirigée ont donc bien évolué depuis les premières opérations. Partis d'une volonté d'organiser celle-ci selon des principes apparemment rationnels, les responsables se contentent bientôt de l'aménager par une action d'accompagnement et d'assistance. Il existe une première explication à ce changement d'optique : le second type d'opérations exige beaucoup moins d'investissements par habitant que les premières. De plus, il faut avouer que celles-ci n'ont pas donné tous les résultats espérés. Il convient d'en dresser un bilan rapide car elles correspondent à tout un ensemble d'interventions agricoles comparables en Afrique au cours des années cinquante et soixante.

Autant à Zouvoul qu'à Mokyo et dans la première ébauche de Doulo-Ganay, l'organisation géométrique de l'espace à coloniser en représente le trait distinctif. Il s'agit de « casiers », c'est-à-dire d'espaces cloisonnés par tout un réseau de lignes géométriques. Les casiers sont divisés en blocs, eux-mêmes comprenant des carrés, unités d'exploitation, le tout délimité par des pistes et des trouées de déforestation, marquées par des bornes en ciment. Le quadrillage de la plaine correspond à une organisation systématique d'accueil et d'encadrement des montagnards. Pour eux, elle présente l'avantage de supprimer toutes les contestations foncières qui pourraient surgir avec les populations en place. Le problème foncier, souvent aigu dans le cas de la colonisation spontanée, est résolu au bénéfice des migrants. Mais l'exemple de Mokyo montre qu'en fait, les principes initiaux de colonisation dirigée furent abandonnés après quelques années. Dix ans plus tard, les paysans ne

respectent plus les systèmes de culture obligatoires. La répartition de l'habitat n'est plus intégralement dispersée comme elle devait l'être. Le terroir en damier, prévu sur le papier, ne correspond plus à la réalité, des secteurs étant entièrement cultivés sans respect d'aucune jachère alors que d'autres retournent à la brousse.

Les paysannats du Kasai de l'ex-Congo belge étudiés par BEGUIN furent organisés selon un modèle encore plus rigide qu'à Mokyö (1). Mais il impliquait, de la même façon, un lotissement géométrique de l'espace, une rotation de culture imposée, une dispersion autoritaire de l'habitat. Comme à Mokyö, ces paysannats ne résistèrent pas à l'épreuve du temps. La même évolution se produisit et pour les mêmes raisons. Dans les deux cas, les initiateurs de ces opérations se sont enfermés dans un canevas apparemment rationnel mais trop rigide pour correspondre à la diversité des conditions locales et aux habitudes agricoles des paysans.

La formule du lotissement autoritaire et géométrique fut largement appliquée en Afrique tropicale au cours de cette période. Les casiers ou périmètres de colonisation camerounais eurent leurs homologues dans les opérations d'accueil de montagnards entreprises au nord du Nigeria. De la même manière qu'au Cameroun et vers les mêmes années, les autorités du Nigeria ont encouragé la descente des montagnards en plaine en créant des périmètres d'installation : « settlement schemes ». Le plus important est celui de Shendam dans la plaine de la Bénoué mais ce n'est pas le seul. Le périmètre de Gwoza, près de la frontière du Cameroun, est chargé d'accueillir depuis 1952 les montagnards voisins des Mafa, celui de Jama'a les Birom descendus du Plateau de Jos, celui de Buruma les divers montagnards des massifs Kauru. Chaque fois, furent délimitées des exploitations, des routes tracées et des puits forés, cependant que le défrichage et la construction des habitations restaient à la charge des migrants. Mais les Ruruma ne veulent pas se plier au contrôle agricole imposé. Ils préfèrent s'éparpiller librement en brousse plutôt que d'être lotis dans le « settlement area » (2).

Le résultat est donc le même qu'au nord du Cameroun. Les périmètres d'accueil représentent une tentative originale de contrôle des mouvements migratoires de populations qui ne sont pas sans points communs. Mais leur conception initiale ne résiste, ni d'un côté ni de l'autre de la frontière, aux préférences individualistes de ces montagnards. D'autre part, ils ne concernent qu'une infime minorité des migrants descendus en plaine et n'exercent guère d'attrait sur eux.

La descente des montagnards au nord et au sud des Monts Mandara

Qu'il s'agisse de l'histoire, de l'organisation sociale ou du peuplement, les analyses précédentes posent toujours en préalable les différences qui opposent les massifs au nord et au sud des Monts Mandara. Essayons de comprendre comment ces contextes ont pu influencer les modalités de la colonisation des plaines voisines. Dans ce but, deux exemples seront décrits : celui de la plaine de Koza colonisée par les montagnards mafa et celui de la descente des Fali du massif Peské-Bori.

Le cas de la plaine de Koza illustre les rapports qu'ont entretenus la plupart des massifs au nord des Monts Mandara avec les plaines voisines. Bien qu'elle soit

(1) BEGUIN (H.), 1960. La mise en valeur du sud-est du Kasai. INFEAC Bruxelles.

(2) « They disliked regimentation and so established isolated compounds amidst their farms and alongside the motor roads », in GLEAVE (M.B.), 1965. The changing frontiers of settlement in the Uplands of Northern Nigeria. The Nigerian Geographical Journal.

entourée de massifs très peuplés, dont la densité dépasse localement 250 habitants/km², son occupation est toute récente.

Plusieurs témoignages concordants permettent de reconstituer les phases du déboisement de la plaine. Vers 1948, la station agricole de Guétalé est taillée au cordeau dans une forêt ; aujourd'hui, elle est entourée de toutes parts par les champs. En 1960, des pédologues notent encore que des boisements assez importants subsistent au centre de la plaine. Dix ans plus tard, il n'en reste rien. Les champs commencent à encercler la réserve forestière de Mozogo. La véritable amorce de la colonisation de la plaine ne date que d'un peu plus d'une décennie. Jusque-là, la descente des montagnards, prônée depuis longtemps par l'administration, était toujours demeurée très hésitante. Le « déblocage » de massifs très peuplés, vers une plaine voisine pourtant fertile, ne fut donc que récent et progressif.

Dans ces conditions, la plaine de Koza devrait présenter un paysage agraire typique de terres neuves, résultant de l'attaque récente de la forêt qui devait la recouvrir autrefois. Pourtant, c'est loin d'être toujours le cas. Au contraire, les zones alluviales les plus activement colonisées par les montagnards présentent souvent un paysage de parc arboré « construit », avec d'énormes *Acacia albida* déjà anciens. Des paysans ont élaboré ce parc de longue date et occupé par conséquent la plaine bien avant le mouvement de colonisation actuel. Les Mandara occupaient certes la plaine, mais par un seul poste destiné à affirmer leur suzeraineté : cette installation ponctuelle ne correspond pas à l'ampleur des parcs. Par contre, les montagnards affirment que leurs ancêtres venaient déjà cultiver dans la plaine avant la famine de 1931. Les paysans qui ne possédaient pas suffisamment de terres en montagne y ouvraient des champs tout en habitant sur les hauteurs. Après la famine de 1931, les terres de plaine retournèrent à la friche car les décès, très nombreux, avaient relâché la pression sur la terre en montagne.

A partir de ces indications, il est possible de reconstituer les rapports entre la montagne et la plaine au nord des Monts Mandara. Tous ces montagnards, aux bilans démographiques probablement très irréguliers, se trouvaient de temps à autre en menace de surpeuplement. La situation de surcharge se reflétait par une extension des terroirs montagnards vers les plaines voisines. Cette tendance était pourtant freinée par les attaques périodiques lancées par les Mandara et les Bornouan ; elles limitaient les cultures de plaine et contraignaient les cultivateurs à résider en montagne. D'autre part, des crises démographiques comme celle de 1931 « cassaient » le surpeuplement et se manifestaient dans l'espace par une rétraction brutale des terroirs vers les massifs qui, dès lors, suffisaient à la population restante. Il se produisait ainsi une série d'extensions puis de reculs des terroirs en plaine dont le parc arboré actuel porte le témoignage dans le paysage.

La crise démographique de 1931 fut assez grave pour provoquer un dépeuplement de certains massifs et un retrait de terroirs sur quelques noyaux montagnards. Depuis, il se produit une reconquête agricole des friches de montagne datant des années trente, reconquête accélérée par l'introduction de l'arachide par l'administration. Il ne subsiste presque plus de friches à l'heure actuelle. Les effets démographiques de la crise de 1931 sont en cours de résorption. La montagne se repeuple rapidement par suite d'un bilan démographique nettement positif. Non seulement les terroirs montagnards mordent à nouveau sur la plaine, mais le contexte actuel de sécurité imprime à cette extension une ampleur jamais atteinte. Des montagnards s'installent en plaine, ce qui ne s'était jamais vu autrefois, même dans le cas de situation dramatique sur les massifs. Toutefois, la plupart des massifs ne se dépeuplent pas pour autant. La descente en plaine permet « d'éponger » des surplus de population qui aggraveraient dangereusement les conditions de vie en montagne.

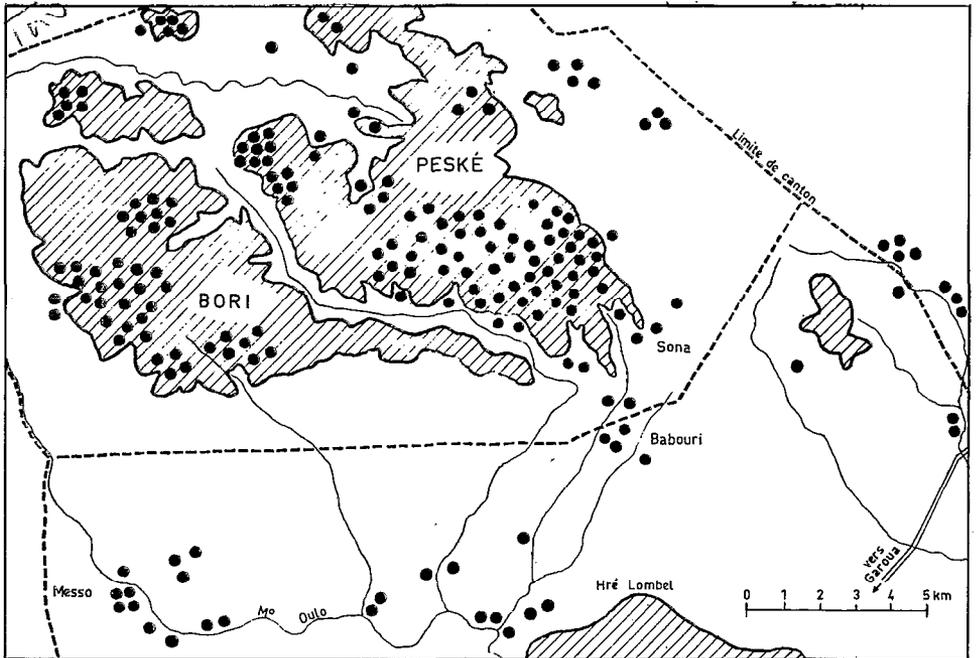


Fig. 47 Répartition de la population en 1945 (Peské-Bori)

La descente des montagnards en plaine s'intègre donc dans un processus ancien d'extensions périodiques des terroirs montagnards, chaque fois que la menace du surpeuplement se faisait sentir. Alors que le recours à la plaine n'était autrefois que temporaire, il tend maintenant à devenir permanent. Toutefois, l'étalement du peuplement montagnard n'est pas uniforme dans toute la plaine. Du pied des massifs aux limites du canton de Koza, le peuplement comprend uniquement d'anciens montagnards. Dans les limites du canton de Mozogo, déjà plus éloigné, il est plus équilibré : 3 140 anciens montagnards contre 3 460 Musulmans, dans celles du canton de Kérawa, un peu moins : 1 340 d'un côté contre 1 990 de l'autre. En s'écartant encore davantage des massifs, le rapport s'inverse plus nettement en faveur des Musulmans. En même temps, la densité de peuplement fléchit régulièrement. Les montagnes, tout en déversant une partie de leur population vers la plaine, restent donc le centre du peuplement. Ces modalités de descente en plaine sont caractéristiques de foyers de vrais montagnards.

Au sud des Monts Mandara, la descente des montagnards acquiert une signification différente, en rapport avec une situation de départ qui n'a rien de comparable avec la précédente. Le cas du Peské-Bori est instructif parce qu'il est assez bien connu depuis l'étude de LESTRINGANT, (1964, pp. 369-370) jusqu'aux enquêtes récentes menées à l'occasion de l'aménagement de la zone de Babouri, située en contrebas. Les étapes principales de la descente des Fali du Peské-Bori sont illustrées par une série de croquis indiquant la répartition par points de la population de 1945 à 1970 (fig. 47, 48, 49, 50).

En fait, les premiers cas de descente furent antérieurs à 1945, notamment au Peské. En 1945, des Fali du Peské étaient déjà installés dans la plaine, loin de leur

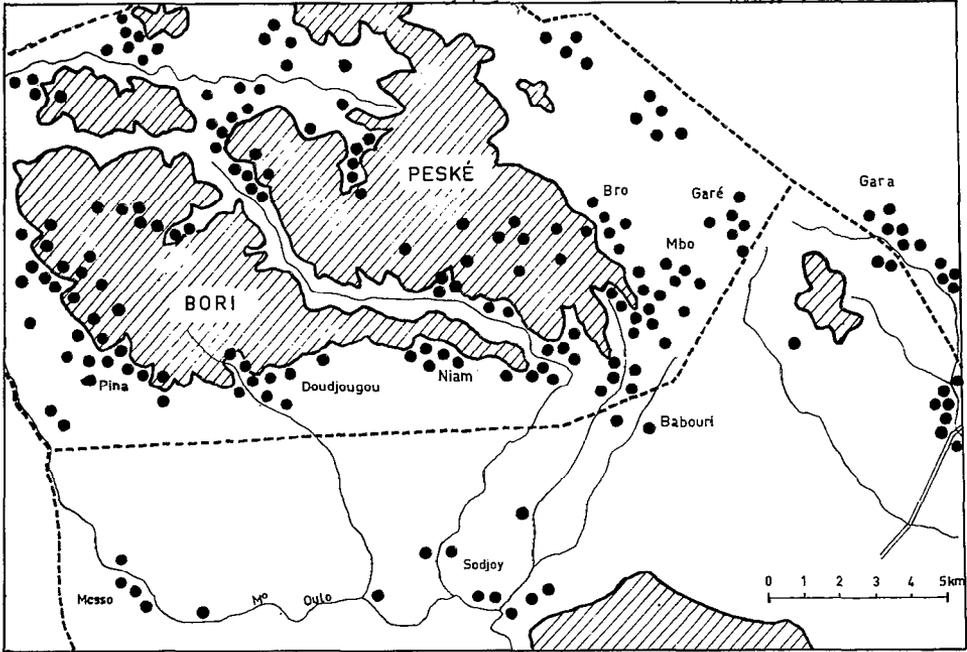


Fig. 48 Répartition de la population en 1958 (Peské-Bori)

site de départ. En 1958, le mouvement de descente était généralisé à partir du Peské tandis qu'au massif Bori, le glissement de l'habitat se limitait à la lisière du piémont. En 1967, la descente des Fali est achevée. Elle aboutit, soit à une installation sur les piémonts (Bori), soit à un essaimage vers la plaine (Peské). Pourtant, la descente des Fali du Peské-Bori paraît elle-même prudente et progressive par rapport à l'abandon plus rapide des massifs voisins, par exemple Bossoum ou Pologozom.

Succédant à cette première phase migratoire, un nouveau déplacement est déjà en cours en 1967 et se précise en 1970. A l'installation sur le piémont succède une colonisation de la plaine, peut-être favorisée ces dernières années par l'opération de développement de Guider centrée à Babouri (1). Après l'abandon des hauteurs, les villages du piémont se vident à leur tour. Au contraire, les villages de plaine, dans les zones alluviales ou en bordure de la route Garoua-Guider, augmentent rapidement d'importance. Ils se situent sur des sols plus fertiles que les sols sableux des piémonts, mais surtout plus favorables à la culture du coton. En ce sens, si la descente des Fali correspondait à l'extension de l'arachide, culture commerciale prônée par l'administration française, la colonisation de la plaine est en rapport avec la substitution du coton à l'arachide comme source de numéraire chez la plupart des paysans. De plus, il est probable que la mise en culture intense des piémonts a ruiné leurs sols très fragiles et que les rendements n'y sont plus ce qu'ils étaient aux premières années de la descente.

(1) BARBIER (J.C.), 1970, Aspects sociologiques des villages d'immigrés dans la région de Babouri. Manuscrit.

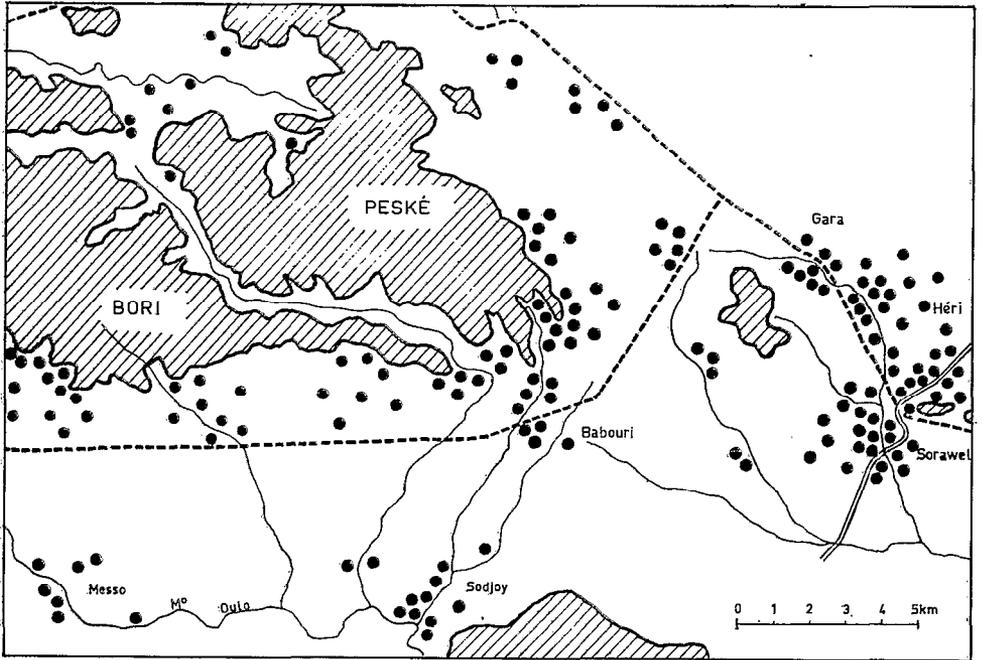


Fig. 49 Répartition de la population en 1967 (Peské-Bori)

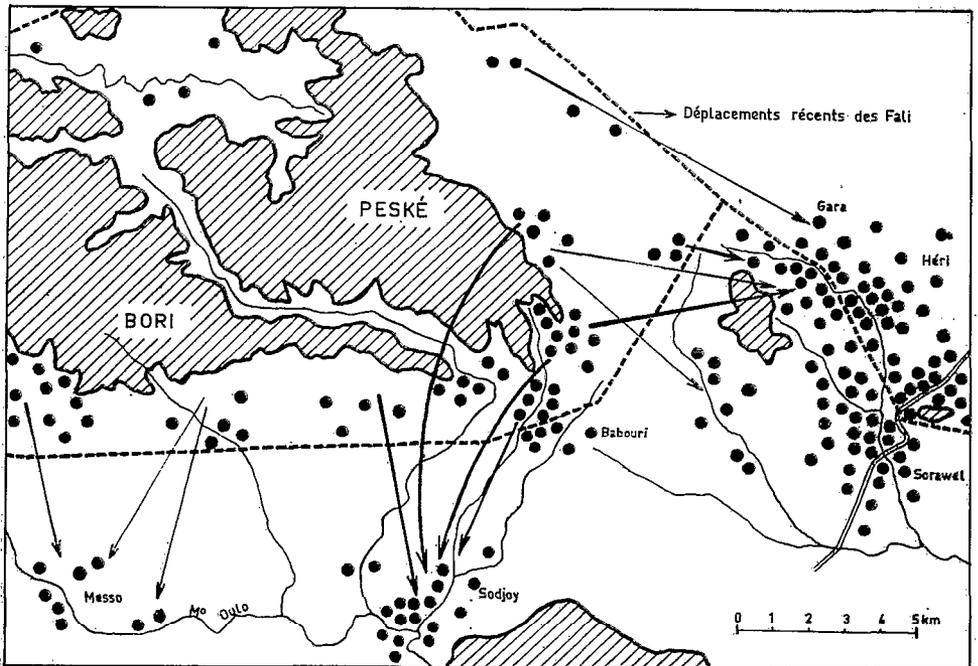


Fig. 50 Répartition de la population en 1970 (Peské-Bori)

Les migrations des Fali se décomposent donc en deux phases. La descente sur les piémonts marque d'abord un « renoncement à un habitat jugé comme trop inconfortable et trop pauvre » (LESTRINGANT, 1964) dès lors que la sécurité règne en plaine. Ensuite, un éloignement vers la plaine répond à l'attrait des terres riches, en même temps qu'à l'épuisement progressif de celles des piémonts. Le bilan de ces déplacements successifs s'exprime par un abandon complet des montagnes au profit des plaines. Contrairement au cas précédent, les densités de population augmentent à mesure qu'on s'éloigne des massifs.

Le cas n'est pas propre au Peské-Bori. Il apparaîtrait encore mieux le long d'une « coupe » du Kangou à Badjouma, plus au sud. Bien que n'étant pas un véritable massif, le Kangou est abandonné presque totalement de nos jours au profit des secteurs de Boula-Ibib et de Badjouma où la colonisation agricole s'intensifie le long de la route de Garoua. Ce faisant, les migrants s'installent parmi les vieux baobabs datant de l'époque de leurs ancêtres, avant leur fuite devant les Foulbé. Ils ne font donc que réoccuper une partie de leur ancien territoire. Ce retour, après plusieurs générations, explique pourquoi leur descente en plaine commença bien avant celle des montagnards du nord et pourquoi leurs montagnes, simples refuges, se trouvent à présent abandonnées.

En revenant actuellement s'installer dans leurs anciennes plaines, les Fali ne tardent pas à rencontrer d'autres ethnies attirées, elles aussi, par leur fertilité. A moins de dix kilomètres du Peské-Bori, les nouveaux villages ne sont plus uniquement composés de Fali. Des Guidar, des Daba et des Guiziga viennent se joindre à eux. Dans les villages bordant la route de Guider à Garoua, les Fali ne sont plus majoritaires. Ils cèdent le pas devant les Guidar venus de Bidzar, Djougui et Lam. De plus, ils côtoient des Guiziga provenant de Midjivin et de Moutouroua, soit à plus de 50 kilomètres de là. Ainsi les Fali, comme tous les anciens montagnards descendus en plaine, s'y heurtent-ils presque immédiatement à d'autres migrations, dirigées en sens inverse, concernant les populations de la plaine.

LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES D'UNE ETHNIE DE PLAINE : LES GUIZIGA (1)

Si le problème de la descente des montagnards en plaine a depuis longtemps attiré l'attention de l'administration, suscité de sa part des mesures de contrainte et l'aménagement de zones d'accueil, il n'en a pas été de même des migrations des gens de plaine. Aucun impératif de survie n'exige ici des déplacements de populations, pas plus que le désir de les intégrer dans le cercle de l'économie de marché, puisque le coton, principale source de revenu monétaire, est cultivé dans toute la plaine. Il n'existe aucune mesure précise destinée à accélérer ou à freiner un mouvement dont on ne semble pas encore avoir pris conscience de l'ampleur et des conséquences possibles.

L'analyse de ces mouvements migratoires se révélerait pourtant fort intéressante, en raison de leur importance statistique et des changements tant sociologiques qu'économiques qu'ils sont susceptibles de provoquer, ou dont ils sont le reflet. Plus complexes dans leurs motivations, parce qu'imposés par aucune

(1) Texte rédigé par Guy PONTIE en 1972.

contrainte administrative ou démographique, plus variés dans leur orientation spatiale, les mouvements migratoires des gens de plaine sont certainement plus riches de significations que ceux des montagnards.

L'exemple des Guiziga que nous analyserons rapidement ici, nous permettra d'appréhender une grande variété de déplacements apparemment « spontanés ». Vu le nombre relativement restreint de migrants – qui représentent cependant un fort contingent de la société guiziga – nous pourrions facilement suivre leurs différentes étapes migratoires, cerner les problèmes que pose leur nouvelle installation, et avoir une idée de leurs motivations, grâce à la connaissance que nous possédons de la société de départ.

Les Guiziga qui représentent une population d'environ 60 000 personnes, se divisent en trois groupes principaux actuellement séparés par le pays peul de Maroua. L'un occupe au sud-ouest de Maroua le canton de Moutouroua et une partie importante du canton de Midjivin ; un autre groupe, plus restreint, que l'on pourrait qualifier de semi-montagnard, est installé près de l'aiguille rocheuse de Loulou ; le troisième groupe enfin, qui occupait jadis la ville de Maroua et ses abords immédiats, est représenté à l'ouest de la ville et au nord, à la lisière du pays Mofou. Comparées à celles des montagnes, les densités de populations sont faibles – de 20 à 30 h/km² – sauf au nord de Maroua, dans la zone de contact entre Guiziga et Mofou, où elles peuvent atteindre et même dépasser 100 h/km². Les sols, bien que d'inégale valeur agricole, permettent la mise en œuvre sur la majorité du territoire d'une gamme de cultures assez étendue pour la région (mil de saison des pluies, mil de Karal, coton, arachide) avec des rendements qui atteignent la moyenne régionale. Les mouvements migratoires, dans l'ensemble, ne sont donc pas imposés par les conditions naturelles ; ils n'en sont pas moins importants (12 % environ des Guiziga vivent en dehors de leur territoire ethnique) et variés, quant à leur durée, aux distances parcourues et aux zones d'implantation choisies.

Pour la commodité de l'exposé, mais aussi parce qu'elles n'ont ni les mêmes significations ni les mêmes conséquences, nous distinguerons essentiellement deux types de migrations : les migrations « internes » et les migrations « externes ».

Les migrations internes

Elles sont particulièrement importantes. Des enquêtes menées dans plusieurs villages peuplés exclusivement de Guiziga ou dans lesquels ils sont majoritaires, nous ont permis de constater qu'en moyenne – il existe évidemment des variations locales – la moitié environ des chefs de famille n'étaient pas originaires du village dans lequel ils résidaient. Parmi les natifs du village, nombreux par ailleurs étaient ceux qui avaient effectué un ou plusieurs mouvements migratoires avant de retourner vivre dans leur village d'origine. Ces résultats ont été dans l'ensemble confirmés par le dépouillement du recensement de 1966 portant sur la totalité du pays guiziga. Ce phénomène est particulièrement net dans la partie nord des cantons de Moutouroua de Midjivin et dans la zone guiziga du nord de Maroua, pourtant plus densément peuplée ; il n'est plus vrai dans la région de Loulou qui fournit quelques migrants mais ne reçoit pratiquement aucun apport extérieur (1).

Un second fait mérite notre attention : la fréquence des mouvements migratoires. Quelques chiffres donneront une idée de l'ampleur du phénomène. Lors de notre enquête 55 % des chefs de famille installés à Moussourouk, 67 % de

(1) 97 % des chefs de famille résidant à Loulou étaient natifs du village.

ceux installés à Moulva, avaient effectué deux mouvements migratoires ou plus ; il en était de même pour plus de la moitié des migrants installés à l'extérieur du pays Guiziga, auprès desquels nous avons enquêté.

La plupart des déplacements, ce sera notre troisième remarque, portent sur de faibles distances, 87 % des déplacements des chefs de famille installés dans le village de Moulva, 70 % à Moussourtouk, 66 % dans l'arrondissement de Maroua rural, 57 % dans celui de Mindif, avaient eu lieu dans un rayon de 20 km.

Si l'on examine les conséquences de ces mouvements migratoires sur la répartition de la population à l'intérieur du pays guiziga, on constate un dépeuplement de la partie sud des cantons de Moutouroua et Midjvin au profit du nord, des cantons de Kaliao et Tchéré au nord de Maroua au profit de la région de Godola déjà très peuplée, mais disposant de bonnes terres. Ces mouvements répondent à une certaine logique économique : les zones qui font l'objet d'un accroissement de la population disposent généralement de bonnes terres ou du moins de terres favorables à la culture du mil de saison sèche, qui permettent de compenser les pertes subies en mil de saison des pluies du fait de la culture du coton. Mais ce n'est là que le résultat global d'un ensemble de mouvements dont le processus est en fait beaucoup plus complexe. Les déplacements de population vers les zones « favorisées » n'excluent pas des échanges au sein des zones « défavorisées » (retour au « pays » d'individus partis momentanément ailleurs, mais aussi installation d'étrangers). De même la présence de bonnes terres n'est pas nécessairement un élément de stabilité et l'on assiste à de nombreux échanges entre zones « favorisées ».

Faut-il en conclure que les motivations économiques ne sont pas déterminantes ? Une enquête menée auprès de nombreux migrants montre qu'elles sont, en fait, presque toujours sous-jacentes.

L'individu qui aspire à un accroissement de son revenu peut en effet y parvenir de deux façons : soit par un accroissement de la production, ce qui suppose une extension des superficies cultivées, une amélioration des techniques culturales ou l'installation sur des terres au meilleur potentiel agricole, soit par une meilleure répartition du revenu qui impose aux jeunes et plus généralement à ceux qui ne bénéficient pas au sein de la société traditionnelle d'une position éminente, de prendre leurs distances vis-à-vis de leur famille ou de leur village.

Le désir de fuir les contraintes traditionnelles paraît déterminant dans la décision prise par l'individu de quitter son village de naissance. Nous avons déjà eu l'occasion de noter, et J. BOUTRAIS vient de le rappeler, que la société guiziga – c'est particulièrement net au sein de la chefferie de Moutouroua – était étroitement hiérarchisée : les autorités villageoises politiques et religieuses, les aînés au sein du groupe de parenté, peuvent obtenir de leurs subordonnés des prestations en travail ou en produits agricoles, et leur interdire l'accès à un revenu qui ne serait pas en rapport avec leur position sociale. Conscients de l'importance des tâches qu'ils accomplissent, stimulés par la présence sur les marchés des produits de plus en plus diversifiés, désireux de surcroît de compenser leur infériorité de statut au sein de la société traditionnelle par l'acquisition de produits valorisés sur le plan moderne, ceux-ci acceptent plus difficilement que par le passé les prestations qui leur sont imposées, d'autant plus que la culture du coton n'a fait que rendre plus sensibles ces inégalités. Après avoir épuisé toutes les possibilités de conciliation, l'individu se soumettra ou prendra la décision de quitter son village de naissance, sachant qu'il pourra se procurer de la terre ailleurs et récupérer ses anciens champs en cas d'échec ou lorsque son âge lui permettra de profiter de son tour du système.

Ce premier mouvement migratoire n'est pas toujours préparé de longue date. La « malchance » d'un individu (mauvaise récolte, maladie ou mort d'un enfant ou d'une épouse) pourra être interprétée par le devin (« *Mi pi dahas* ») comme la

conséquence du refus de celui-ci de respecter la charge sociale (1) : il n'y aura guère de salut que dans la fuite. C'est la présence d'un ami, plus que la valeur des terres qui guidera le migrant dans le choix de son village refuge, et ce premier déplacement pourra effectivement apparaître comme économiquement aberrant. Il portera généralement sur de faibles distances et n'entraînera pas une rupture définitive avec le milieu de départ. Le migrant pourra se réconcilier avec sa famille ou les autorités villageoises et retourner vivre dans son village de naissance ; dans le cas contraire, cette première migration ne sera bien souvent qu'une étape vers de nouveaux déplacements. Le désir d'obtenir de meilleurs rendements ou de pratiquer une culture déterminée (coton ou mil de karal généralement) sera alors déterminant dans le choix de la nouvelle zone d'implantation.

On pourrait donc dire très schématiquement que le premier mouvement migratoire est une forme de contestation de l'ordre établi, et n'est pas toujours « orienté », alors que les mouvements suivants sont plus directement liés à l'attraction de zones au meilleur potentiel agricole.

Le « dépaysement » du migrant, la distance prise vis-à-vis de la société traditionnelle, est fonction de la zone dans laquelle il s'installe. Parmi les migrations que nous appelons « internes », une analyse plus fine devrait ainsi établir de nouvelles distinctions fondées sur le critère de l'homogénéité ethnique, et au sein de zones ethniquement homogènes, sur celui de l'appartenance à un même groupe originel. Plus que la distance parcourue, ce sont ces deux facteurs qui doivent être pris en considération. Ainsi, le Guiziga de Mouda qui effectue un déplacement de quelques km seulement vers le nord, en direction de Salak où les Guiziga sont bien représentés, mais placés sous la domination des Foulbé, sera plus « dépaycé » que s'il s'installe 50 km plus au sud, sur le territoire de sa chefferie d'origine. Les arrondissements de Maroua rural et Mindif mériteraient de ce point de vue une place particulière. Les Guiziga, comme le montre la fig. 51, y sont fortement représentés, voire majoritaires dans certains cantons, mais n'en constituent pas moins vis-à-vis des Foulbé une minorité sociologique ; il est difficile à cet égard de considérer cette zone comme faisant partie du « pays » guiziga. D'un autre côté, si l'on se souvient que cette région était, avant la conquête peule, l'aire d'expansion naturelle des Guiziga, il est difficile d'assimiler à des migrations extérieures les déplacements que l'on enregistre en direction et à l'intérieur de cette zone. La pacification du territoire permet en quelque sorte le redémarrage de l'histoire gelée pendant la période de domination militaire des Foulbé.

Cette région – plus encore l'arrondissement de Mindif que celui de Maroua rural – présente la particularité de servir d'étape pour de nombreux migrants venus notamment du canton de Midjivin, de Loulou, et du pays guiziga du nord de Maroua, qui se dirigeront ensuite vers la ville de Maroua ou vers des régions plus lointaines (Mora, Guider...). Les conditions d'accueil n'y sont pas toujours favorables. Le migrant réussira généralement à s'intégrer dans un quartier voire un village peuplé exclusivement de Guiziga, et il ne sera pas trop dépaycé, mais il aura des difficultés à obtenir des terres. Les densités de population sont généralement supérieures à celles du pays guiziga, les meilleures terres, favorables à la culture du mil de karal, sont déjà appropriées. Si le nouveau venu réussit à s'approprier par débroussage quelque parcelle – après un cadeau substantiel au chef de village – il devra le plus souvent compléter son exploitation par l'achat ou la location.

Peuvent également être considérées comme internes, les migrations vers la ville

(1) Nous avons indiqué les conséquences graves que pouvait avoir pour le Guiziga la malédiction de son père et de ses oncles ou tantes.

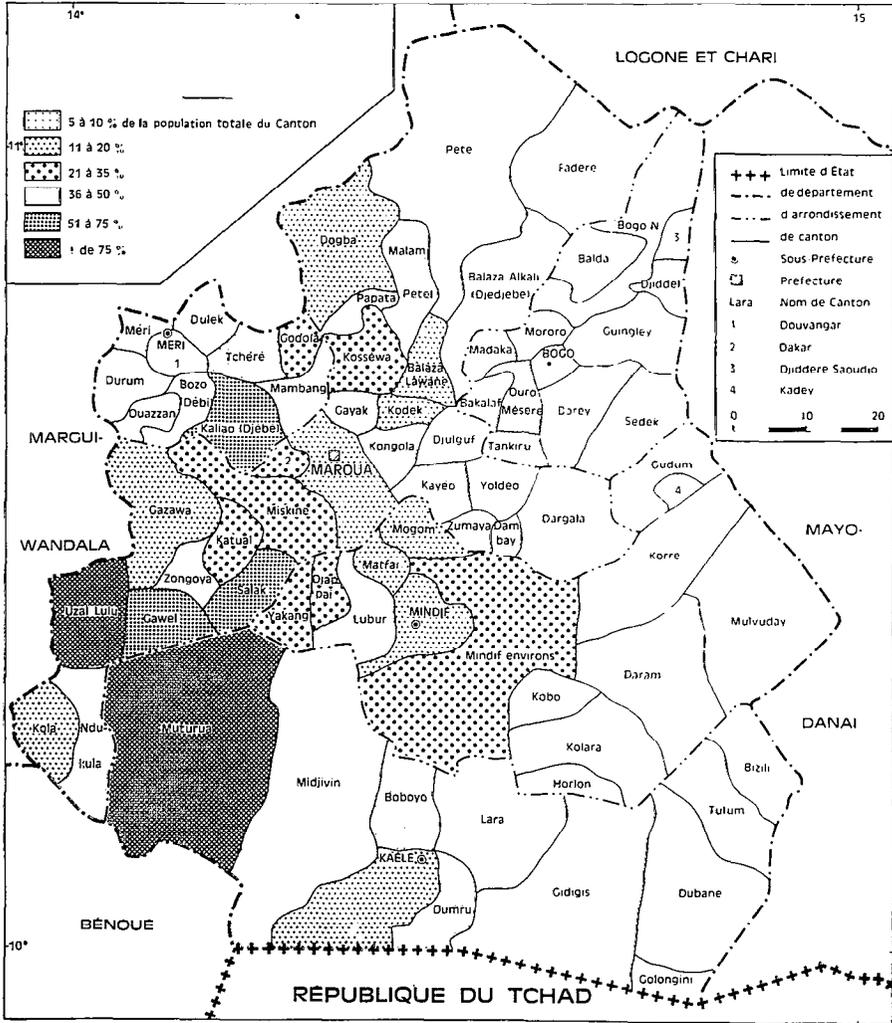


Fig. 51 La représentativité des Guiziga dans le Diamaré

de Maroua. Avant la conquête peul, la ville de Maroua, nommée alors Marva, était en effet la capitale d'une chefferie guiziga. Parmi ses habitants certains se sont soumis aux envahisseurs qui les ont peu à peu assimilés, d'autres ont été chassés à la périphérie. Actuellement 20 % environ des résidents de cette ville se déclarent Guiziga : ils constituent, après les Foulbé, le groupe ethnique le plus représenté (1).

D'après le recensement de 1963 qui indiquait encore l'appartenance ethnique des individus, 1965 Guiziga installés à Maroua n'étaient pas natifs de la ville (1) :

(1) Ce chiffre est nettement inférieur à la réalité : de nombreux Guiziga, par souci de prestige, se déclarent en effet Foulbé.

27 % venaient de l'arrondissement de Maroua rural, 25 % de celui de Méri, 23 % de celui de Kaélé, 15 % de celui de Mindif. L'enquête que nous avons menée, en 1969-70, auprès de 252 chefs de famille migrants donne des renseignements concernant les lieux de naissance. 31 % d'entre eux étaient natifs du canton de Midjivin, 26 % de l'arrondissement de Méri, 19 % de celui de Maroua rural, 12 % de celui de Mindif, 10 % seulement du canton de Moutouroua. Le canton de Midjivin, affligé de sols ingrats (sauf dans sa partie nord, en bordure du mayo Foulou), fournit un fort pourcentage de migrants, alors que le canton de Moutouroua, où les Guiziga sont pourtant plus nombreux, n'en fournit qu'une faible part. Nous verrons que les Guiziga de Moutouroua désirant s'installer en ville, sont davantage attirés par la ville de Garoua et ses abords immédiats. La moitié des migrants sont venus directement de leur village de naissance à Maroua ; les autres avaient déjà effectué un ou plusieurs mouvements migratoires, notamment à l'intérieur des arrondissements de Maroua rural et de Mindif.

L'installation en ville n'entraîne pas de modifications sensibles dans les activités des chefs de famille qui restent avant tout des agriculteurs (2). Les femmes, qui jouent un rôle important dans la décision prise par le mari d'aller résider en ville, ont par contre tendance à adopter le modèle peul : les jeunes, plus que les femmes âgées, délaissent volontiers le travail de la terre et n'apportent qu'une contribution très modeste au revenu de la famille. La difficulté pour elles, en raison de la rareté des terres, de cultiver une parcelle leur permettant d'obtenir un revenu personnel n'est certainement pas étrangère à cette attitude. Le nouvel arrivant doit en effet se contenter souvent d'une exploitation aux dimensions plus réduites que dans son village d'origine. Les champs, situés parfois à plusieurs kilomètres de la ville, doivent être en partie loués ou achetés. C'était le cas de 39 % des surfaces cultivées par les 252 chefs de famille de notre échantillon. On assiste par ailleurs à des modifications importantes dans la répartition des cultures. Si la part réservée au coton ne varie guère (elle représente 18 % des superficies cultivées), le mil de karal, facilement commerciable, supplante nettement le mil de saison des pluies (3).

Les migrants ont conscience des difficultés rencontrées pour obtenir des champs, construire leur case, garder leur épouse... Nombre d'entre eux reconnaissent que la vie était plus facile au village et ne conseilleraient pas à un ami de venir s'installer en ville. Pourtant rares sont ceux qui désirent retourner vivre en brousse et encore envisagent-ils le retour au « pays » dans un avenir lointain (« lorsque je serai très vieux »). Ils n'en continuent pas moins d'entretenir avec leur village d'origine des relations suivies : ils retournent consulter le devin en cas de maladie, assistent aux fêtes traditionnelles, et n'hésitent pas à soutenir à leurs parents restés au village un peu de mil ou quelques fagots de bois (c'est le cas notamment des jeunes chômeurs nourris à la ville par un frère de race, dans l'attente d'un hypothétique emploi).

Les migrations extérieures

Les principales zones de migrations extérieures sont : au nord, l'arrondissement de Mora et la zone de Banki au Nigeria ; à l'est, la région de Kaélé-Doumrou et au

(1) Ne sont pas comptés ici les enfants de migrants nés à Maroua.

(2) C'est le cas de 80 % des hommes nés avant 1932, de 76 % des hommes nés après cette date.

(3) Le mil de Karal représente 45 % des superficies cultivées contre 36 % dans les villages d'origine des migrants (chiffres recueillis par interviews).

Tchad la zone de Binder-Léré, pour lesquelles nous ne disposons que de données statistiques partielles (1) ; et beaucoup plus au sud, l'arrondissement de Guider et la zone Pitoa-Garoua (fig. 52).

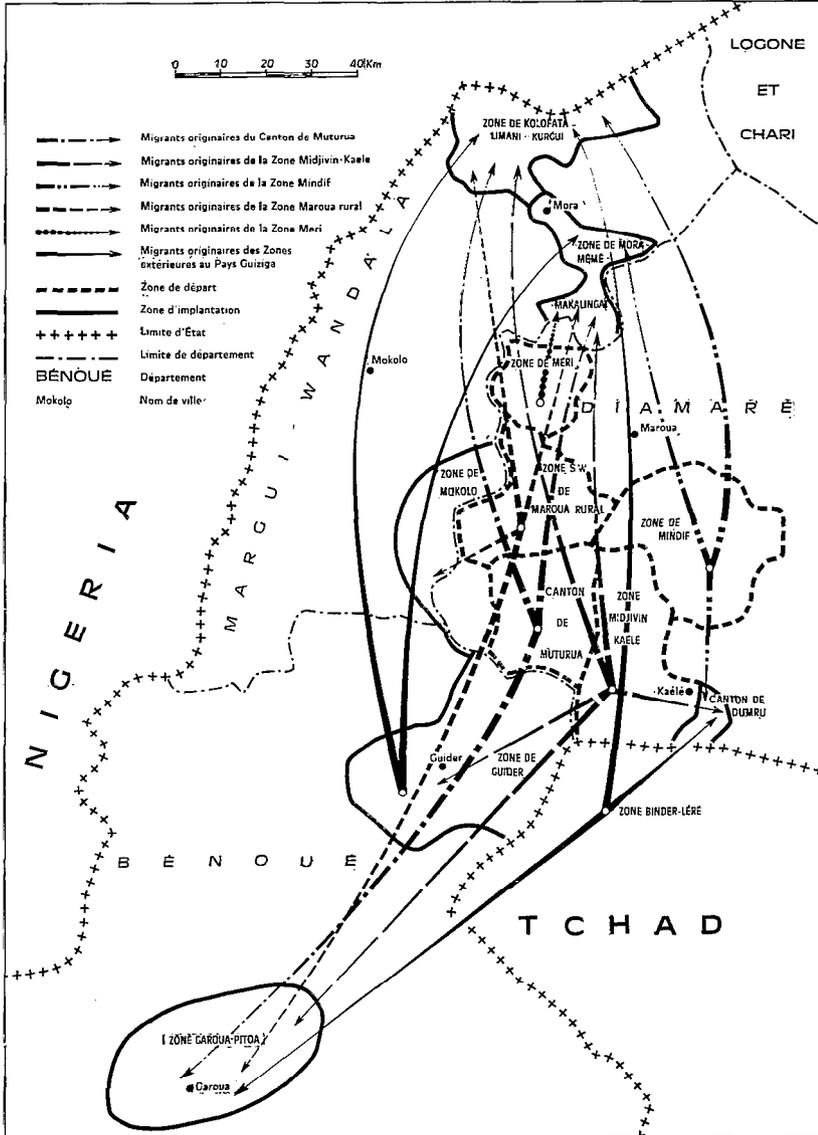


Fig. 52 Les migrations externes des Guiziga

L'ARRONDISSEMENT DE MORA

Les Guiziga entretiennent depuis longtemps des relations avec les Mandara. Avant la prise du pouvoir par les Foulbé, la chefferie Bi-Marva était vassale du royaume du Mandara qui vint à son secours lors de la lutte pour la prise de Maroua et recueillit le chef guiziga après sa défaite. L'installation de migrants dans cette zone est pourtant récente. D'après les renseignements que l'on peut extraire des documents administratifs, elle a pris quelque importance en 1962-63, atteint son maximum en 1965 – les Guiziga représentaient alors 1 128 personnes – pour décroître ensuite rapidement entre 1966 et 1968.

La plupart d'entre eux s'étaient installés sur de très bonnes terres en bordure du mayo Ngetchéwé, dans les villages de Talkomari, Gangawa, Limani, ainsi que dans la zone de Kourgui-Pivou. Le désir d'obtenir un revenu monétaire par la culture du coton et de fuir les prestations traditionnelles (2) est ici nettement exprimé. Cette zone dispose en effet des meilleurs sols à coton de tout le Nord-Cameroun (3); mais il est difficile d'en obtenir l'usage. Les terres qu'il est possible de débrousser sont de valeur médiocre : si l'on veut obtenir de bons rendements, il est nécessaire d'avoir recours à l'achat ou à la location et, souvent, en plus du prix payé, de rendre divers services au bailleur, voire à l'ancien propriétaire. Les superficies cultivées sont plus restreintes (4), la gamme de cultures qu'il est possible de mettre en œuvre moins étendue (absence de mil de karal notamment). Une mauvaise récolte de coton, le désir du bailleur de reprendre son champ, ou encore un accroissement du prix ou des services demandés, placera le migrant dans une situation délicate et le contraindra souvent à aller tenter sa chance ailleurs.

Les Guiziga venus dans cette région font effectivement preuve d'une grande instabilité. Originaires dans leur grande majorité des cantons de Moutouroua et de Midjivin, ces migrants qui ont le plus souvent fait étape à Maroua rural ou à Mindif, n'hésitent pas à retourner au « pays » (5), ou à poursuivre leur migration vers Guider ou Pitoa, à plus de 200 km au sud. Ainsi, entre 1966 et 1968, plus de la moitié des Guiziga installés en pays Mandara ont quitté la région. Ils avaient pourtant réussi à constituer une colonie homogène et à recréer en partie un univers traditionnel : un quartier de Kourgui peuplé exclusivement de Guiziga était placé sous le commandement du premier installé qui faisait appel pour toutes les questions religieuses concernant le quartier, au chef religieux de son village de naissance.

LA ZONE DE GUIDER ET DE PITO-GAROUA

Le recensement de 1970-71 fait état dans l'arrondissement de Guider de la présence de 8 500 Guiziga.

Les cantons de Lam et de Mousgoy qui prolongent au sud le pays des Moutouroua, ont accueilli des Guiziga depuis fort longtemps et peuvent

(1) Le dépouillement du recensement de 1963 effectué par H. FRECHOU (op. cit. p. 31) fait état de la présence de 2 498 Guiziga dans les cantons de l'arrondissement de Kaélé extérieur au pays Guiziga. Les recensements ultérieurs, trop incomplets pour être utilisés sous cet aspect, nous permettent seulement d'affirmer qu'une proportion importante des migrants avaient déjà effectué un ou plusieurs mouvements migratoires avant de quitter le pays Guiziga.

(2) Ici, si je récolte une Calebasse de mil, je mange une Calebasse de mil, nous disait un jeune Guiziga.

(3) Pour la campagne 1965-66, d'après les statistiques de la CFDT, les rendements de l'ordre de 728 kg/ha pour le canton de Moutouroua atteignaient 1 700 kg/ha à Talkomari, 2 013 kg/ha à Gangawa.

(4) 1,70 ha par famille en moyenne, contre 2,95 environ dans le canton de Moutouroua. Ces chiffres approximatifs parce que recueillis par interview ne concernent pas les cultures secondaires (haricots, oseille de Guinée...).

(5) Ils ont conservé avec le pays des relations très étroites, d'ordre religieux, mais aussi économique et matrimonial.

difficilement être considérés comme des zones de migrations extérieures (1). Il n'en est pas de même des cantons situés plus au sud (Guider urbain : 688 Guiziga, Guider rural : 2 932, Golombé : 1 328, Mayo Loué : 775 ; Figuil : 705) qui accueilleraient depuis quelques années un fort contingent de migrants : des Guiziga, venus notamment de Moutouroua et des Moundang. C'est le cas en particulier du lamidat de Golombé dont la population a plus que doublé en l'espace de 7 ans, passant de 6 930 hab. en 1963 à 14 622 en 1970. Dans cette zone encore peu peuplée, on pourrait parler de « colonisation de terres neuves ». En quelques années, de nombreux villages se sont en effet créés à proximité de l'axe routier Maroua-Garoua, entre Figuil et Boula Ibib en particulier : les nouveaux venus peuvent s'approprier facilement de la terre par défrichage.

Les mouvements migratoires en direction de Pitoa-Garoua sont plus anciens puisqu'ils datent déjà d'une quinzaine d'années. Il est difficile d'apprécier l'importance de l'immigration dans cette région : les recensements administratifs ne mentionnent en effet que rarement l'appartenance ethnique et c'est par référence aux villages de naissance que nous avons dû effectuer le dénombrement. Le chiffre de 1 800 que nous avons obtenu doit donc être considéré comme inférieur à la réalité, sans qu'il nous soit possible d'apprécier l'importance de cette sous-estimation. Fortement représentés à Pitoa (environ 500) où ils occupent un quartier homogène jouxtant un quartier moundang, les Guiziga sont également présents dans le lamidat de Bé, sur les terres d'alluvions récentes qui bordent le mayo Badjouma. C'est le canton de Moutouroua qui fournit ici le plus grand nombre de migrants, suivi d'assez loin par celui de Midjivin. La plupart d'entre eux n'en étaient pas à leur première migration.

Les conditions d'accueil sont relativement favorables. L'appropriation des terres ne pose pas trop de problème (2), les rendements sont bons, la concentration des Guiziga suffisante pour qu'ils ne se sentent pas isolés. Il apparaît donc normal que les Guiziga installés dans cette zone soient plus stables que dans la région de Mora. Les relations avec le pays d'origine ne sont pas rompues pour autant : malgré la distance, il n'est pas rare que le migrant vienne rendre visite à ses parents, ou prendre femme au village.

D'après les recensements de 1970-71, 450 Guiziga habiteraient la ville de Garoua.

**

Si l'on voulait caractériser en quelques mots ces migrations extérieures, on pourrait dire qu'elles sont généralement le fait d'éléments jeunes, ayant effectué déjà un ou plusieurs mouvements migratoires, qui recherchent avant tout la rentabilité.

Nous avons vu cependant qu'il n'est pas toujours possible de s'approprier de bonnes terres, qu'il est souvent nécessaire d'avoir recours à la location ou à l'achat, que la mise en œuvre d'une gamme de cultures suffisamment variée pour atténuer les conséquences des aléas climatiques n'est pas toujours permise. Par ailleurs, les relations avec les autochtones – des islamisés en général – sont souvent tendues : la situation de dépendance sociale et économique que le Guiziga fuyait en quittant son pays, il la retrouve souvent transférée au niveau ethnique dans sa zone d'implantation. Autant de raisons qui expliquent la fréquence des mouvements migratoires et, dans bien des cas, les retours sinon dans le village de naissance du moins au sein du groupe originel.

(1) Selon J. LESTRINGANT (1964, p. 325) la principauté de Mousgoy aurait été créée par un Guiziga venu de Moutouroua.

(2) 10% seulement des superficies cultivées par les Guiziga de Pitoa et de Sekandé, que nous avons interrogés, auraient été louées ou achetées.

LES MIGRATIONS VERS LES VILLES (1)

L'étude des fiches du recensement général de 1967-1969 nous permet une approche chiffrée des mouvements vers les villes (2). Travaillant à l'échelle du Cameroun entier, il nous a fallu conventionnellement limiter nos « villes » aux seules 36 préfectures de l'époque, et donc, dans le Nord, négliger les centres notables que sont Mora, Kaélé, Guider, plus peuplés et mieux équipés que certaines préfectures déshéritées, et qui tôt ou tard accèderont à cette importante fonction administrative.

Il nous faut dire quelques mots de notre méthode. Les fiches du recensement de 1967-69 (les opérations durèrent beaucoup plus longtemps que prévu) indiquaient l'*arrondissement d'origine* des gens recensés, ce qui, évidemment, est ici une unité bien grossière. Un dépouillement intégral était hors de notre portée, et d'ailleurs peu significatif : d'où la sélection des seules *personnes assujetties* à l'impôt – c'est-à-dire essentiellement les hommes adultes et valides et les rares femmes intervenant ouvertement dans la vie économique monétarisée, donc, pratiquement, la seule partie active de la population urbaine.

Notre taux de sondage variant pour des raisons techniques (de 1/1 à 1/10) d'une ville à l'autre, nous avons homogénéisé nos données en les rapportant à des « *Unités conventionnelles de Migration* », dont le nombre pour chaque ville est égal au volume de la population de celle-ci. L'image des migrations que nous obtenons ainsi est donc fondamentalement celle des déplacements de la fraction active de la population (naturellement, la plus significative), mais l'extrapolation aux femmes, enfants, vieillards ou autres personnes à charge n'est pas abusive, car le plus souvent ceux-ci ne font que suivre les pérégrinations de leur soutien de famille. Cependant ces généralisations sont peut-être plus hasardeuses dans le Nord que dans le reste du pays, car les mariages inter-ethniques (en particulier des musulmans épousant des païennes) y sont moins rares et le milieu urbain amène fréquemment une « foulanisation » qui atténue dans l'opinion publique l'importance de l'origine géographique – c'est-à-dire ethnique – des citoyens de longue date. Cependant ces derniers sont rares (sauf à Maroua), et la plupart des habitants des villes sont de proche extraction campagnarde.

Il nous est donc possible d'évaluer successivement l'importance de l'exode rural dans les zones de départ, puis le volume et la direction des principaux flux, enfin les « zones d'attraction démographique » des préfectures du Nord.

L'exode rural à partir des arrondissements d'origine

Le nombre des migrants varie d'une région à l'autre dans des proportions énormes : 28.050 « Unités Conventionnelles de Migration » proviennent de l'Arrondissement de Maroua, 305 de celui – mitoyen – de Bogo ! Ce que l'on observe ici est une règle qui s'affirme dans l'ensemble du pays : un arrondissement doté d'une ville (en particulier de niveau préfectoral) donne naissance à un nombre de migrants vers les villes de beaucoup supérieur à ceux des zones purement rurales. Ainsi, après Maroua, voit-on les volumes les plus considérables dans les arrondissements de Garoua (16 500), Yagoua (9 400), puis Mokolo (4 300) bien médiocre préfecture, guère plus importante que les trois grosses sous-

(1) Texte rédigé par Yves MARGUERAT (1975).

(2) MARGUERAT (Y.), 1975. Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun. *Travaux et Documents de l'ORSTOM*.

préfectures qui, d'ailleurs, connaissent des émigrations de même ampleur : 3 600 Unités Conventionnelles de Migration proviennent de l'arrondissement de Kaélé, 2 300 de celui de Mora et autant de celui de Guider. Au-delà, les valeurs s'effondrent très vite : 1 600 U.C.M. encore à Méri, voisin de la ville de Maroua, 800 à Kar Hay, 500 à Mindif, 300 à Bogo (1).

Pour avoir une idée de l'importance locale de cet exode vers les villes, il faut en comparer le volume avec le chiffre des populations rurales des arrondissements d'origine. Les arrondissements contenant les deux grandes villes du Nord, Maroua et Garoua, ont des taux remarquablement similaires : de 254 à 277 Unités Conventionnelles de Migration pour 1 000 ruraux. Loin derrière vient l'arrondissement de Yagoua (85 U.C.M. pour 1 000 ruraux). Celui de Mokolo – qui a l'un des taux d'urbanisation les plus bas du pays, avec moins de 4 500 citadins face à 200 000 ruraux – n'est que de 21, aussi faible donc que ceux de Mora (19), Guider (18), Kar Hay (17), à peine moins dérisoire que ceux de Bogo et Mindif (9 à 10 Unités Conventionnelles de Migration pour 1 000 ruraux). Deux cas méritent attention : Méri et Kaélé, le premier par l'importance (45), le second par la faiblesse (32) de ce taux d'exode rural. C'est que l'arrondissement de Méri – purement rural et resté très traditionaliste – s'étend dans sa partie orientale immédiatement aux portes de la ville de Maroua. Les Guiziga et les Moundang de l'arrondissement de Kaélé, à l'inverse, ont une réputation – largement justifiée –

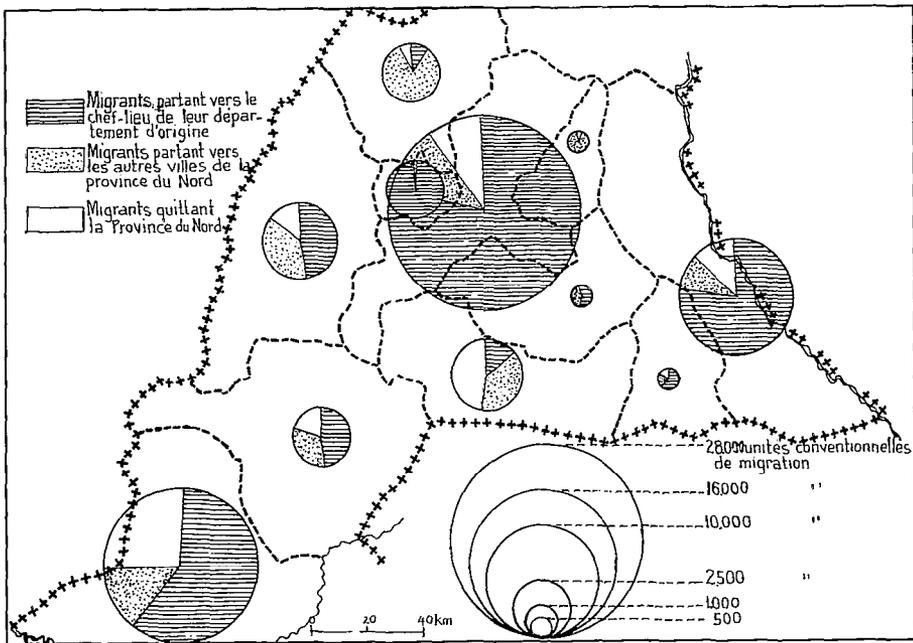


Fig. 53 L'exode rural (par arrondissement d'origine)

(1) Il s'agit, on s'en rappelle, de la population active, donc essentiellement masculine. Il nous a semblé, lors du dépouillement du recensement de la ville de Maroua, que les femmes originaires de Bogo y sont en fait beaucoup plus nombreuses. Ce sont les Foulbé réputées les plus pures et les plus nobles, et donc fort recherchées en mariage. Cette impression demanderait vérification.

de grands migrants (nous en reparlerons plus loin), mais leur poids est ici contrebalancé par celui des Toupouri de la moitié orientale de l'arrondissement qui, eux, sont au contraire accrochés fermement à leur terroir.

Mais la signification des déplacements vers les villes varie considérablement selon la distance parcourue effectivement. Il est donc intéressant de distinguer dans ces flots d'émigrants ceux qui s'arrêtent dans la préfecture de leur propre département, ceux qui s'égayent dans les autres villes du Nord (Ngaoundéré comprise), enfin ceux qui font le grand saut que représente pour un natif de cette région de savane l'installation dans les villes du Cameroun méridional.

Comme nous l'indique la figure 53, la proportion des uns et des autres varie considérablement : 10% seulement des originaires de l'arrondissement de Mora vont à Mokolo, leur chef-lieu, et 14% de ceux de Kaélé partent vers Maroua, tandis que 98% des citadins provenant de l'arrondissement de Méri sont restés à Maroua. La diversité est un peu moins grande dans les arrondissements contenant la préfecture : il est naturel que celle-ci draine vers elle la plus grande partie de ceux – nombreux – qui quittent les campagnes avoisinantes : seul Mokolo ne capitalise pas la moitié (48%) des originaires de son arrondissement – mais le pouvoir d'attraction de cette si petite ville est bien faible. Ailleurs la proportion oscille entre les deux tiers et les trois-quarts, sauf à Maroua, où elle atteint 80% – il est vrai que dans cette ville ancienne, une bonne part des citadins actuels en sont effectivement originaires (d'où la nécessité de tempérer quelque peu l'importance apparente des 28 000 U.C.M. de son arrondissement).

Très significatif est le nombre de ceux qui ont quitté la région, quasi nul à Bogo, Mindif, Méri et Mora. On observe dans l'ensemble que l'arrondissement contenant la préfecture adresse au loin proportionnellement plus d'émigrants que les arrondissements purement ruraux ; mais surtout on remarque une très nette évolution du nord vers le sud : la proportion de ces migrants est de 10 à 15% entre les monts du Mandara et le fleuve Logone, puis passe à 20% à Guider et à 25-26% dans le reste de la Bénoué. Un cas, toutefois, fait exception : Kaélé, avec 48% des émigrants partis au loin, ce qui est bien conforme à la grande « migrabilité » des Guiziga et des Moundang. Les volumes humains ainsi lancés dans des mouvements de grande ampleur se hiérarchisent donc d'une autre façon que lors de notre première approche : l'arrondissement de Garoua vient en tête, avec 4 300 migrants « lointains », suivi de Maroua : 2 600, Kalé : 1 800, Yagoua : 1 200, Mokolo : 600, Guider : 500... Les régions les plus marquées sont donc d'une part les purs Haoussa-Foulbé, dotés d'une vieille et active tradition commerciale (en particulier dans le domaine de la viande, qui est leur monopole dans le sud) et d'autre part certaines ethnies païennes au dynamisme particulier : Guiziga, Moundang, Massa, Guidar... qui réagissent avec audace aux sollicitations du monde extérieur.

Les flux de migration vers les villes

Revenons aux échanges humains internes à la région. Nous avons vu que les arrondissements titulaires d'une préfecture fournissent à celle-ci des effectifs considérables : 22 500 Unités Conventionnelles de Migration à Maroua, 9 900 à Garoua, 7 100 à Yagoua ; même avec 2 100 à Mokolo, ce sont là les principaux courants d'exode rural des arrondissements en question.

Il nous faut donc maintenant analyser les courants qui sortent des limites de leur arrondissement d'origine (fig. 54). En dehors de 5 500 Tchadiens présents à Garoua (soit plus de 1/6 de la ville), les courants les plus massifs vont des arrondissements de Méri et de Mora à la ville de Maroua (respectivement 1 600 et 1 250), de ceux de Maroua, de Guider et de Kaélé vers la ville de Garoua (1 200, 1 100

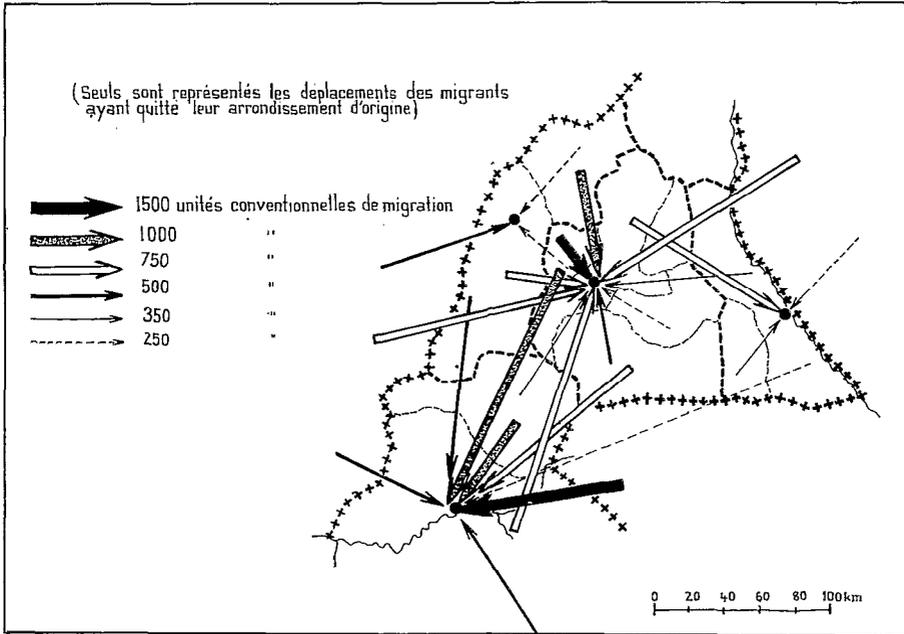


Fig. 54 Les principaux courants de migration vers les villes

et 900), et aussi de l'arrondissement de Garoua vers Maroua (800) (les liens entre les deux grandes villes à dominante foubé paraissent fort étroits), de Mokolo vers Maroua (800), de Maroua vers Yagoua (750) et ainsi de suite.

On voit donc que certains arrondissements ont un rôle de « châteaux d'eau » humains, le flot de ceux qui les quittent se concentre soit dans une seule direction (Mérid, Mindif, Kar Hay), soit dans deux (Kaélé, Guider, Mokolo), soit dans plusieurs (Mora, Maroua, Yagoua); mais, dans ces cas-là l'intensité des divers courants est généralement très variable : il y a très visiblement des échanges préférentiels entre pôles répulsifs et points attractifs, chacun de ceux-ci assurant le drainage principal d'un « bassin versant » différent.

Les zones d'attraction des villes

Chaque arrondissement se caractérise donc par la ville qui attire le plus gros flot de ses émigrants (et, accessoirement, par celles qui se partagent le reste). D'où la possibilité de tracer pour chaque ville une *zone d'attraction humaine* préférentielle (fig. 55). On remarquera que celle-ci ne coïncide avec les limites départementales que pour le Mayo Danay; elle se réduit à son seul arrondissement pour Mokolo, prend une forme bicornue pour Maroua (elle s'étend sur l'arrondissement de Mora, mais pas sur ceux de Bogo et de Kaélé), s'enfle considérablement pour Garoua, qui, outre toute la Bénoué et ces deux arrondissements du Diamaré, attire en priorité l'exode rural des provinces mitoyennes du Tchad (régions de Pala, Léré et peut-être même Moundou).

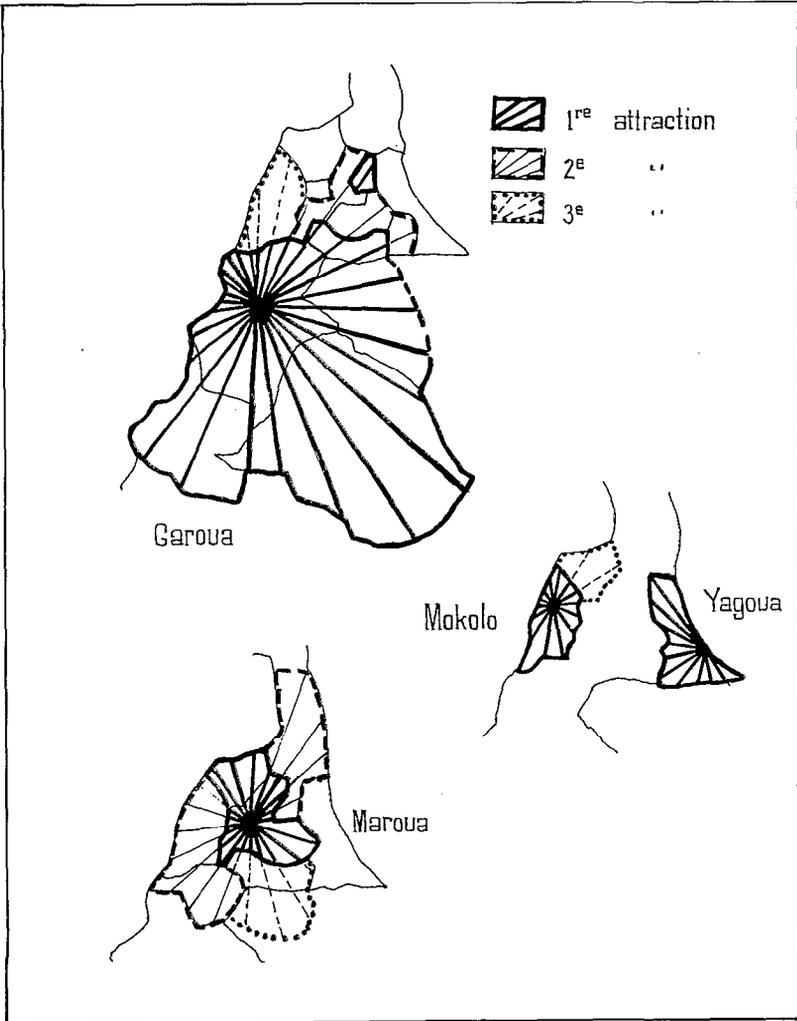


Fig. 55 Les zones d'attraction des villes

Si l'on prend en compte les courants de seconde importance – à condition qu'ils ne soient pas trop dérisoires, comme c'est le cas à Méri et Mindif –, on obtient une image plus subtile encore. On s'aperçoit ainsi que les émigrants de l'arrondissement de Mora (1) sont attirés en second choix par Kousséri, et non par Mokolo, décidément bien peu rayonnante, que la zone d'influence de la ville de Maroua s'étend alors sur les arrondissements voisins de Bogo, Kousséri, Mokolo et Guider

(1) Vraisemblablement ici des Mandara et Arabes Choa musulmans.

(mais elle n'est que troisième à Kaélé, après celle de Yaoundé) ; elle s'étale donc largement sur toute la zone entre Monts du Mandara et vallée du Logone, à l'exception remarquable du département du Mayo Danay qui, lui tournant résolument le dos, s'oriente directement vers Douala et Yaoundé : les païens du fleuve échappent bien plus que ceux de la montagne à l'emprise des cités musulmanes.

Garoua, plus encore que Maroua, fait ici figure de métropole du Nord : son influence est prioritaire dans toute la Bénoué et sur l'arrondissement de Kaélé (qui, lui aussi, s'oriente en second choix vers les villes du Sud), seconde sur ceux de Kar Hay, Mindif, Maroua, troisième sur Mokolo – et aussi sur les arrondissements « sudistes » de Yaoundé et de Bertoua, preuve de l'excellence de sa position, excentrée par rapport aux parties les plus peuplées du Nord, mais remarquablement placée pour assurer le contact entre Nord et Sud.

La composition de la population des villes

Synthétisons dans le tableau suivant ce que nous savons de l'origine des habitants (en fait de la fraction active de ceux-ci) des quatre préfectures de la région.

Tableau 19 : Origines des habitants des quatre chefs-lieux de département

Ville	Pourcentage d'origines de :				
	arrondiss. lui-même	autres arron. du départ.	autres départ. du Nord	non-Camerounais	« sudistes »
Mokolo	47 %	5 %	23 %	16 %	9 %
Yagoua	76 %	6 %	13 %	4 %	1 %
Maroua	72 %	8 %	14 %	5 %	1 %
Garoua	33 %	6 %	14 %	23 %	24 %

Chaque ville présente donc une physionomie bien particulière, malgré la convergence – fortuite – entre Yagoua et Maroua.

Remarquons en premier lieu les variations de la proportion de « Sudistes » – symétrique des migrations « lointaines » de tout à l'heure – qui sont le signe du rayonnement de la ville à l'échelle nationale : 24 % à Garoua, métropole économique, 9 % à Mokolo, ville toute administrative, valeurs négligeables ailleurs. Les « non-Camerounais » sont moins significatifs, car il s'agit de peuples très voisins de ceux du Nord – *topographiquement*, mais surtout par le genre de vie, l'appartenance ethnique et confessionnelle, l'ancienneté de l'organisation des échanges économiques traditionnels. On remarque qu'ils forment le quart de la population de Garoua, toute proche des frontières. A l'inverse, on peut s'étonner qu'ils soient si peu nombreux à Yagoua, mais cette grosse bourgade n'a rien pour les attirer ; s'ils sont, au contraire, relativement nombreux (16 %) à Mokolo, cela est dû surtout à des circonstances historiques récentes : lors du référendum de 1961, qui décida du rattachement de la partie septentrionale du Cameroun britannique à la Nigeria, un certain nombre de familles de la région de Madagali vinrent

s'installer en territoire camerounais et formèrent un quartier de Mokolo, qui porte toujours ce nom.

La proportion de « Nordistes » extérieurs au département contrôlé par chaque préfecture varie dans une moins large mesure, mais les interprétations vraisemblables sont très diverses : si le repli sur soi de Yagoua justifie d'aussi faibles volumes (13 %), les valeurs à peine plus fortes (14 %) de Maroua et de Garoua – dont nous avons vu le pouvoir de rayonnement relatif – étonnent ; mais c'est que Maroua vit largement en vase clos (80 % des habitants originaires du département du Diamaré) tandis que Garoua est beaucoup plus largement ouverte aux influences du Sud et de l'étranger, et reste relativement en marge des zones les plus peuplées. Quant au chiffre important de Mokolo (23 %), il faut en rechercher l'explication dans son trop faible rayonnement sur son propre environnement, qui ne lui fournit pas son lot « normal » de citoyens.

Quant aux autres données, dont le détail reflète la taille et la configuration des divers arrondissements, on en retiendra surtout que Maroua et Yagoua vivent largement de leurs déplacements respectifs, qui fournissent à la première 80 % de ses habitants, à la seconde 82 %. La proportion est plus faible à Mokolo (52 %) à cause de la faible urbanisation de leur environnement rural, et surtout à Garoua (39 %) ouverte à tous vents dans un département largement sous-peuplé.